

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 2 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PURFER**

RD 147 - Quartier de la Gare  
69 780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UID4243-DSSP-025-358  
Code AIOT : 0006103515

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 septembre 2025 dans l'établissement PURFER implanté 456, rue Albert Camus Z.I. Molina – La Chazotte 42 350 La Talaudière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des anciens contrats de rivières Ondaine et Furan, une mauvaise qualité de l'eau a été mise en avant par le suivi de la qualité des cours d'eau et les alertes de pollutions accidentelles avec des rejets contenant des hydrocarbures et PCB.

L'origine possible identifiée de ces huiles et PCB est l'activité des récupérateurs de métaux.

Dans ce contexte, une action spécifique de sensibilisation a été intégrée dans le nouveau contrat territorial Furan Ondaine Lizeron 2021 – 2027 (action RES11) qui consiste en :

- 1. Réaliser des visites d'information et sensibilisation commune de la part des organes de Polices Environnement (DREAL) et Réseau (SEM) sur les sites ciblés en vue de permettre d'identifier les problématiques des sites et prescrire conjointement des mises en conformité ainsi que de sensibiliser les professionnels aux risques de pollutions ;
- 2. En fonction des problématiques identifiées, étudier l'opportunité d'élaborer un dossier de financement afin d'avoir un levier financier de la part de l'Agence de l'Eau pour

accompagner/faciliter les régularisations des sites émetteurs de micropolluants.

Pour le site de La Talaudière, il a ainsi en particulier été mis en évidence la non-conformité du stockage des copeaux métalliques et la nécessité de réaliser des travaux d'amélioration du réseau de collecte des effluents liquides.

La visite constitue un point d'étape des actions réalisées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- 456, rue Albert Camus ZI. Molina – La Chazotte 42 350 La Talaudière
- Code AIOT : 0006103515
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PURFER DERICHEBOURG est spécialisée dans la récupération de métaux ferreux et non ferreux. Les activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 21/06/2002 portant autorisation d'exploiter. Pour les activités de tri regroupement, les dispositions de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 sont également applicables, pour ce qui concerne les installations existantes.

Elle exerce également une activité de dépollution de VHU pour laquelle elle est agréée.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors point de contrôle

L'inspection a été informée que les eaux pluviales non pré-traitées du site Purfer de Montbrison étaient expédiées sur le site de La Talaudière et dépotées dans le réseau de collecte des effluents du site.

Le site de Montbrison a en effet fait l'objet de la fermeture de son branchement au réseau des eaux pluviales par la collectivité gestionnaire du réseau en 2021. Depuis cette date, les eaux pluviales du site de Montbrison sont pompées et expédiées à l'extérieur. Lors d'une visite d'inspection de ce site en 2023, l'exploitant avait indiqué expédier ces eaux sur son site de St Pierre de Chandieu (69).

Suite à des travaux sur St Pierre de Chandieu, et pour diminuer les transports, les eaux pluviales sont dirigées sur le site de La Talaudière sans l'autorisation de la collectivité.

Les eaux pluviales expédiées du site de Montbrison sont des déchets et doivent être gérées comme tels. Seule une installation autorisée à recevoir des déchets liquides est en capacité de réceptionner ces eaux pluviales.

**L'exploitant doit transmettre sous 15 jours un état des eaux pluviales expédiées sur le site de La Talaudière : dates, volumes, analyses précédemment réalisées.**

Il doit se rapprocher de SEM pour solliciter le cas échéant une autorisation temporaire de rejet à la station d'épuration de Furania, et **en tout état de cause stopper les évacuations sur La Talaudière.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	réseau de collecte	Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 2 § 4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
				corrective	
2	autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
3	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit organiser l'évacuation et le traitement des eaux pluviales du site de Montbrison, considérées comme des déchets, conformément à la réglementation.

Concernant la collecte des effluents liquides, l'exploitant doit transmettre un échéancier des travaux de mise en conformité. Celui-ci doit intégrer la couverture de la zone de stockage des copeaux au plus tôt.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 2 § 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non polluées des diverses catégories d'eaux polluées.</p> <p>Un plan des réseaux de collecte doit être établi et régulièrement mis à jour.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a procédé à des investigations pour mettre à jour son plan des réseaux de collecte des effluents aqueux. L'emplacement de certaines canalisations est encore à confirmer. Le raccordement en sortie du séparateur côté "ferrailles" est notamment à confirmer.</p> <p>Ce séparateur a fait l'objet d'un remplacement il y a plusieurs années, mais l'ancien n'a pas été retiré. Il subsiste un doute sur sa neutralisation.</p>

Il n'y a pas eu de modification de la collecte des eaux de l'aire de lavage et de l'aire de distribution de carburant. Cette collecte est à réaliser conformément au règlement d'assainissement de Saint-Étienne Métropole :

- pour l'aire de lavage : pré-traitement par un séparateur d'hydrocarbures débourbeur dédié avec obturateur et alarme mais sans by-pass, puis rejet au réseau d'assainissement ;
- pour l'aire de distribution de carburant : pré-traitement par un séparateur d'hydrocarbures débourbeur dédié avec obturateur et alarme mais sans by-pass, puis rejet au réseau d'assainissement ou au réseau pluvial mais avec interdiction de lavage de piste.

Actuellement, ces 2 aires sont raccordées au réseau de collecte des eaux ruisselant sur la plateforme de stockage des déchets et traité par les séparateurs du site. Les points de rejet se font au réseau pluvial collectif.

L'exploitant projette le déplacement de son aire de lavage : le raccordement devra être réalisé conformément aux règles ci-dessus et après validation de la collectivité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Poursuivre la mise à jour du plan des réseaux de collecte des effluents liquides et réalisation des travaux nécessaires à la mise en séparatif des réseaux ;

Confirmer la neutralisation de l'ancien séparateur d'hydrocarbures côté ferrailles ;

Transmettre avant le 30/10/2025 un échéancier de travaux pour la mise en conformité de la collecte et pré-traitement des effluents liquides.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : autosurveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, eaux superficielles

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.

**Constats :**

Les analyses annuelles montrent toujours des dépassements sur la DCO et les MES. L'exploitant n'a pas d'explication quant à l'origine de la DCO. S'agissant des MES, un balayage plus fréquent de la plateforme pourrait permettre l'amélioration de ce paramètre. Un nettoyage plus fréquent du séparateur d'hydrocarbures est également à intégrer.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Procéder à un balayage plus fréquent de la plateforme et au nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures au moins tous les 6 mois (au lieu d'une fois par an) et autant de fois que nécessaire afin que les valeurs limites d'émission fixées soient respectées.</p> <p>Transmettre à l'inspection les résultats de la prochaine campagne d'analyse des eaux pluviales afin de justifier de l'efficacité des actions correctives engagées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>IV. Entreposage des déchets</b></p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;</li> <li>– l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, il est observé une arrivée d'effluents chargés en huiles de coupe à l'amont du séparateur d'hydrocarbures de la zone « ferrailles ».</p> <p>La couverture de la zone de stockage des copeaux métalliques chargés d'huile de coupe initialement prévue dans le courant de l'année 2023 (cf rapport d'inspection précédent) n'a pas été réalisée. L'exploitant souhaite en effet solliciter une aide de l'Agence de l'eau.</p> <p>La couverture doit être couplée à la mise en rétention de la zone, en vue de récupérer les huiles de coupe pour les faire éliminer en filières déchets autorisées.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>Intégrer à l'échéancier de travaux la couverture de la zone de stockage des copeaux. Cet échéancier doit être transmis à l'inspection sous un délai maximal de 1 mois, cette couverture doit intervenir au plus tôt, la date des travaux prévue devra être justifiée sur la base d'un argumentaire technico-économique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

